

# Rapport d'Observation

## Principales observations relatives aux violations des Droits Humains et à la privation des Libertés

Mission de Solidarité avec les Prisonniers Politiques Sahraouis et leurs familles dans le cadre de la  
Campagne [www.ecrireopourlesliberer.com](http://www.ecrireopourlesliberer.com)

au Maroc et au Sahara Occidental  
07-20 juillet 2013

### Délégation française – allemande – australienne de 14 personnes membres des Organisations:

- Plateforme française pour la Solidarité avec le Peuple du Sahara Occidental
- Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique (AARASD)
- Comité pour le REspect des Droits Humains et des Libertés au Sahara Occidental(CORELSO)
  - Freiheit fur die Westsahara e.V
  - Australia Western Sahara Association

**Etapes:** Agadir - Ait Melloul - Tiznit - Sidi Ifni - Assa -Laksabi - Guelmim - TanTan - El Aaiun - Dakhla - El  
Aaïun - Smara - TanTan- Guelmim -Tighmert - Asrir Agadir.

### Objectifs du voyage :

- Dans le cadre de la campagne «Ecrire pour les Libérer» :remise de courriers aux détenus politiques Sahraouis des prisons.
- Visite des familles des Prisonniers Politiques et remise des copies des courriers
- Visite des Associations Marocaines et Sahraouies de Défense des Droits de l'Homme
- Visite des sites culturels Sahraouis
- Visite de sites économiques (ports de pêche)

### 7 et 20 juillet 2013: à l'Arrivée et au départ à l'Aéroport «El Massira» d'Agadir

Lors des contrôles et des fouilles de la douane et des services d'ordre, nous observons qu'à chaque document ou élément lié au Sahara Occidental que les agents trouvent dans nos affaires, ils deviennent très nerveux puis agressifs et font appel à divers responsables qui se succèdent, recevant ou donnant des indications par téléphone. Des questions intimidantes et humiliantes nous sont faites. Nous avons le sentiment d'être traités comme de dangereuses personnes.

### Constats:

-Fouilles exagérées et intimidations

### **8 juillet 2013 - Prison de Ait Melloul**

Nous demandons à voir le Directeur pour lui remettre les lettres aux prisonniers.

Après deux heures d'attente et plusieurs discussions avec divers interlocuteurs, pas de résultats .Personne ne veut nous recevoir et n'est autorisé à prendre nos lettres. Nous les déposons dans la boîte aux lettres de la prison.

### **Même jour - Prison de Tiznit**

Même scénario. Personne n'est habilité à nous recevoir et à prendre nos lettres.

**Constats:**

-Les courriers envoyés par la Poste n'arrivent pas à leurs destinataires. Il n'est pas possible de les remettre en main propre à leur directeur.

**-Le droit de correspondance** des prisonniers prévu dans les Conventions Internationales ratifiées par le Maroc **n'est pas respecté.**

**8 juillet 2013 - Sidi Ifni****Visite à la famille du Prisonnier Politique Mohamed Amzouz :**

La famille et les représentants d'Associations présentes: «Mémoire et Droits» et AMDH - Sidi Ifni, nous informent des continuelles privations de liberté, surveillance accrue, non accès à l'emploi, dont ils sont victimes. Ils nous remettent des rapports et des DVD.

Nous rejoignons un *sit-in* organisé par les familles des Prisonniers Politiques devant l'Hôtel de Ville, pour demander la libération des prisonniers. Nous quittons la ville dans l'après-midi.

Nous apprenons le lendemain que les manifestants ont été chassés violemment du lieu et que la sœur de Mohamed Amzouz a été violemment agressée en représailles à notre visite.

Nous attirons votre attention sur le cas spécifique de Sidi Ifni dont les habitants se revendiquent Sahraouis et n'ont jamais été consultés sur le statut de leur région lors du rattachement au Maroc ni après. Ils décrivent l'abandon économique et sanitaire dont cette ville a été victime depuis 40 ans.

Ils demandent l'Indépendance du Sahara Occidental.

Les militants Ennaïdi Abidine, Abdallah Hihi, Mohamed Atamonde ont rencontré, en septembre 2012 le Représentant Spécial de l'ONU contre la torture, Monsieur Mendes à El Aaïun; ils lui ont remis un rapport sur les événements de 2008 à Sidi Ifni. A la suite de cette visite ces trois personnes ont été emprisonnées 8 mois sans procès.

**Constat :**

- Les militants des droits humains subissent d'importantes représailles lorsqu'ils rencontrent des Observateurs internationaux.

**9 Juillet 2013 - Assa**

Nous souhaitons visiter le site culturel préhistorique des gravures rupestres de Tuisgui-Rems dans le Jbel Ouarkiz sur la route de Zag près de l'Oued Tigsert un affluent de l'Oued Draa. Nous sommes suivis, puis escortés par deux véhicules: un 4x4 de policiers et un 4x4 avec une personne en civil.

A hauteur de l'embranchement, vers Tuisgui- Rems, les véhicules nous barrent la route et nous interdisent d'aller plus loin.

Notre guide Sahraoui nous indique que ce site de gravures rupestres est situé à proximité d'un cimetière de 400 soldats marocains tombés lors des combats avec le Polisario, ainsi que d'un barrage collinaire (une aberration économique et écologique paraît-il).

Nous rebroussons chemin vers la ville, où nous allons à un croisement où Claude Mangin avait vu en décembre 2012 deux panneaux de signalisation du Ministère du Tourisme indiquant deux sites préhistoriques , l'un Touigui à 40 kms et l'autre Boutsarfine à 25 kms; nous trouvons bel et bien le panneau du Site que nous voulions visiter mais il est déraciné et posé au sol contre le mur face écrite cachée .Le trou où était planté le panneau est bien visible, l'escamotage vient d'avoir lieu. C'est ainsi qu'ils justifient à posteriori qu'il n'y a aucune gravures rupestres à cet endroit là.

Suite à notre passage, le Directeur du Lycée dont dépend le logement de fonction occupé par Mustapha Abdeddaim en tant qu'ancien surveillant général, ex prisonnier politique, libéré en 2011 après 3 ans de prison et interdit d'exercer durant 10 ans, a été convoqué à la gendarmerie royale. Ils l'ont interrogé très sévèrement sur le fait que Mustapha a organisé pour des étrangers une réception-manifestation pro-Polisario devant chez lui alors que ce logement dépend d'une institution publique. Celui-ci a répondu qu'il n'a aucune autorité ni lien hiérarchique avec Mustapha .Abdeddaim et que l'attribution de logement dépend du Ministère. Ils ont alors changé d'attitude lui demandant pourquoi il n'était pas intervenu pour faire une pression amicale afin de le persuader de ne pas recevoir d'étrangers, qu'il aurait dû en prendre l'initiative car ce type de manifestation porte atteinte à l'établissement marocain .

Par ailleurs, le propriétaire de la maison d'hôte récemment restaurée dans le Ksar Historique a aussi été convoqué pour lui reprocher d'avoir reçu des étrangers complices des « séparatistes ». Celui-ci a répondu

que recevoir des clients à Assa était très rare et qu'il ne pouvait se permettre de perdre cette recette d'une nuitée.

**Constats :**

- Entrave à la circulation
- Camouflage des indications de sites culturels Sahraouis.
- Intimidation des Sahraouis et Marocains nous ayant reçus ou témoins de notre accueil

**11 Juillet 2013 – TAN TAN**

Nous souhaitons visiter les familles des Prisonniers Politiques.

Mais la veille au soir en arrivant, nous sommes informés par les familles et par l'AMDH de Tan Tan que le quartier de Aïn Amran, quartier de la Résistance Sahraouie est sous haute surveillance. Apparemment toute la ville est informée de notre arrivée et est sur le qui-vive selon les dires des habitants et de l'AMDH.

Nous nous réunissons avec 5 membres de l'AMDH.

Ils nous font part des pressions exercées par les forces de sécurité et les autorités sur les militants Marocains et Sahraouis de Défense des Droits Humains et sur leurs familles.

Nous décidons, le 11 au matin, d'aller visiter les familles des prisonniers- malgré le blocus du quartier et les risques possibles de provocations- notamment celle de Yahia El Hafed. Elles habitent toutes dans le quartier d'Aïn Amran.

Nous partons à pied et sommes constamment suivis, photographiés, surveillés.

Nous rencontrons la famille (père et mère) de Yahia El Hafed ainsi que d'autres proches de Prisonniers Politiques. Ils témoignent des conditions de détention de leurs proches en prison: surpeuplement des cellules, absence de soins, visites très courtes et espacées (1 fois par mois), éloignement des prisonniers dans des prisons lointaines qui rendent difficiles les visites pour ces familles déjà privées du soutien des chefs de famille. Claude Mangin est interviewée en pleine rue par une soi-disant radio Maroc-Pluriel. Les questions sont provocantes, on apprendra que le journaliste fait partie des Services

Par ailleurs, pendant le Ramadan les jeunes de ces familles organisent en soirée des tournois de foot dédiés à des martyrs Sahraouis.

L'AMDH nous a signalé quelques jours plus tard que les panneaux de but avaient été enlevés par les forces de sécurité marocaines.

**Constats :**

- Non respect des Droits des prisonniers
- Entrave à la libre circulation
- Surveillance accrue
- Intimidations
- Empêchement pour toute activité liée au Sahara Occidental.

**12 et 13 Juillet 2013 - El Aaiün**

Arrivée à El Aaiün en soirée, nous sommes attendus au point de contrôle à l'entrée de la ville par le Pacha en personne et six voitures. Il nous accueille de façon très officielle. Il nous demande de descendre de voiture et nous sermonne: *«Nous connaissons votre programme, vous pouvez rencontrer toutes les personnes que vous voulez dans les maisons mais pas de manifestations dans les rues ni à la prison.»*

Nous serons constamment suivis et surveillés dans tous nos faits et gestes.

Le 12 matin, nous nous rendons à la prison de El Aaiün. Afin de tenir compte des observations du Pacha, seule une petite délégation internationale de 4 personnes se rend à la porte pour demander une entrevue au Directeur afin de lui remettre les lettres aux prisonniers. Cette petite délégation est accueillie par le Pacha et le sinistre «moustache» bourreau du lieu, toujours présent depuis des décennies sur les lieux de répression et quelques autres personnes. Le Pacha apprécie que la délégation soit petite et «sage».

Le Directeur de la prison n'accepte pas de nous rencontrer ni de prendre les lettres, disant qu'il n'y est pas autorisé.

Nous apprenons par la suite que les familles des Prisonniers Politiques nous attendaient dès 9h30 devant la prison pour nous accueillir mais qu'elles avaient été chassées brutalement devant la prison.

**Constats :**

- Non respect des Droits des prisonniers
- Violence aux familles des prisonniers
- Surveillance accrue des Observateurs internationaux

**14 et 15 juillet 2013 - Dakhla**

Nous sommes accueillis au poste de police à quelques kilomètres avant l'entrée de Dakhla vers 20h30 par une impressionnante troupe de plus de 25 personnes, toutes habillées en civil sauf une policière en tenue. Ils nous attendent dans l'obscurité, plantés jambes écartées, le regard méchant, sur plusieurs rangs, les uns derrière les autres, devant le poste de police, pour nous effrayer.

Après le contrôle des passeports, la fouille de la voiture commence, puis des sacs de chacun enfin, on nous demande de descendre toutes les valises installées sur la galerie d'un des deux véhicules qui sont ouvertes sous les yeux de leurs propriétaires. La fouille dure près de deux heures, les policiers sont agressifs, insultants dans leurs remarques: *«Vous êtes du Polisario, il y a assez de problèmes en France pour venir faire des problèmes ici. Allez à New-York»*. Quand ils trouvent le Rapport en arabe remis par le CODESA, celui qui joue le rôle du méchant dit: *«Ce sont tous mes amis, puis, je connais bien Asfari, depuis 1990, c'est un ami ....»*, tout ça méchamment. Il est excité, énervé. Ils sont constamment au téléphone, recevant des ordres extérieurs, parfois contradictoires.

Ils découvrent nos documents sur le Sahara Occidental (revue, rapports, livres), le dossier remis par les militants de Sidi Ifni, nos carnets de voyage.

Ils entreprennent de tout scanner. Ils vident la carte mémoire de l'appareil photo d'une des membres de notre délégation.

Ils décident de garder une bonne partie de nos documents en nous indiquant qu'ils nous seront remis le lendemain.

Ils nous escortent jusqu'à l'hôtel, d'où ils nous surveilleront en permanence, même la nuit.

A Dakhla, nous sommes suivis en permanence par environ 5 véhicules.

Les documents nous sont remis le lendemain à l'hôtel sauf nos cartes de visite.

Le 15 au matin, nous nous rendons à la prison toute neuve située à l'entrée de la ville un peu en retrait de la route derrière un centre de vacances. Un comité d'accueil impressionnant nous accueille à l'embranchement. L'un de ceux qui nous ouvre la route depuis le matin et nous a guidé vers la prison, Slimane, nous fait signe d'avancer sur le chemin au bout duquel on voit la prison mais, un officier en tenue du comité d'accueil nous dit: *«C'est moi qui décide ici, il faut une autorisation du Ministère de l'intérieur»*.

Nous expliquons que pour les autres prisons nous avons pu aller jusqu'à la porte pour parlementer. C'est alors qu'ils nous disent qu'ils vont appeler le Directeur qui effectivement vient jusqu'à nous. Fort aimable, il accepte de prendre les lettres des prisonniers et même des petits cadeaux, cahiers stylos....

Nous lui posons des questions sur les activités des prisonniers: *«Sport, bibliothèque, mais la prison est neuve et pas encore entièrement équipée»* nous répond-il, ce qui sera récusé par les familles. Claude Mangin-Asfari se présente, il nous dit alors qu'il était l'adjoint du Directeur de la prison de Tiznit quand Naâma Asfari et Mustapha Abdeddaim, entre autres, y étaient en 2009.

Nous visitons des familles de Prisonniers Politiques. Deux des familles sont très éloignées de leur détenu en prison à El Aaiun, ce qui représente une double punition.

Les familles des prisonniers Atiq Barry et Abdelaziz Barry nous ont signalé qu'à la suite de notre visite, elles ont été menacées du retrait de la «promotion nationale» (allocation) si elles recevaient de nouveau des étrangers.

Nous partons visiter le village de pêcheurs (poulpe) de Lassarga mais les voitures qui nous escortent en informent les autorités et les forces d'intervention (GUS) en tenue bleue et en d'autres en tenue verte militaire installent un barrage sur la route et bloquent tout passage. Nous rebroussons chemin. Ils doivent savoir que nous nous intéressons particulièrement à l'exploitation illégale des ressources halieutiques.

Lors de la visite de la famille du prisonnier Mohamed Manolo, nous sentons une grande tension chez sa femme qui répond: «*Je ne sais pas*» à toutes nos questions, malgré les explications de nos interprètes sur notre venue.

**Constats :**

- Surveillance et contrôle démesurés et très oppressants
- Menaces vis à vis des familles des prisonniers
- Entrave à la circulation et fermeture arbitraire de sites

**16 Juillet 2013 - Départ de Dakhla**

Nous quittons l'hôtel à 5h du matin en prévision d'une longue route vers El Aaiun et de notre rendez-vous à la MINURSO à 17 H.

Arrivés au poste de police de sortie de la ville, les 7 voitures qui nous suivaient nous doublent pour se garer au poste et nous attendre.

Même scénario qu'à l'avant-veille au soir: ils fouillent tous nos sacs, demandent à descendre nos sacs de voyage du toit et fouillent tout minutieusement.

Les agents, toujours habillés en civil sont très agressifs.

Tout ceci de manière agressive aléatoire, arbitraire, par exemple au milieu de toute cette violence, l'un d'eux nommé Slimane faisant semblant de fouiller les bagages de certains et disait d'un air complice à deux personnes ayant un appareil photo: «*C'est bon, rangez-le*» sans le fouiller....

Témoignage de Cate Lewis (Australie): *A la sortie de Dakhla, après la fouille par la police, un policier en civil a répété à un collègue, assez choqué, que j'avais dit que le Maroc est l'Etat policier le pire au monde. Je lui assure que ce n'est pas moi qui ai inventé ça, mais des professeurs d'Université, des juristes, des Organisations internationales comme Freedom House, qui qualifient le Maroc comme «le pire des pires». Il proteste que le Maroc est un pays tolérant avec des citoyens de toute religion : juifs, chrétiens aussi bien que musulmans. Il m'a assuré que le Sahara était bien marocain.*

Fouille et contrôles ont duré plus de deux heures. La situation et l'ambiance étaient telles que nous avons jugé bon d'en informer l'Ambassade de France, le Consulat d'Agadir et la Minurso, ne sachant pas comment cela pouvait finir

A notre arrivée au poste dans l'obscurité, nous avons vu être extraits d'une voiture banalisée, un jeune garçon de 12/13 ans menotté qui est emmené hors de notre champ de vue. Ce transfert, si tôt le matin, de manière ostentatoire, paraît comme un «coup de théâtre».

Nous signalons également que durant ce déplacement à Dakhla, nous avons été accompagnés par Monsieur Nasser Essalmani, ami Sahraoui de El Aaiun, qui a été cité par la défense au procès de Gdeym Izik, en tant que témoin direct de l'enlèvement d'Ennaâma Asfari, le 7/11/2010 chez lui à El Aaiun.

Il a subi avec nous toutes ces intimidations et en particulier, le matin du départ, une fouille en règle de tous ses vêtements, y compris les coutures. Il a été palpé de haut en bas et tous ses papiers personnels qu'il portait sur lui ont été épluchés.

**Nous déplorons les faits suivants :**

- Intimidations, insultes
- Vol de documents personnels (notes, lettres, ...)
- Détérioration de documents (affiches déchirées)

**Constats:**

- Violation de la propriété privée: ouverture des ordinateurs, fouille de tous les fichiers, menaces de formater les ordinateurs pour tout effacer
- Ouverture des appareils photos, caméras et effacement de plusieurs photos ou cartes mémoire.

**16 Juillet 2013 – El Aaiun**

Nous arrivons à la MINURSO pour notre rendez-vous prévu à 17h. Ce rendez-vous avait été confirmé depuis 3 jours, suite à la demande par mail de Axel Goldau de l'Association allemande «Freiheit fur die Westsahara

e.V» dont fait partie une des participantes de notre délégation<sup>1</sup>. A notre grande surprise à notre arrivée les gardes nous indiquent que Monsieur Alexander Ivanko, Senior Political Advisor, est en réunion et qu'il est occupé. Nous sommes déçus et étonnés de ne pas avoir été prévenus plus tôt de cette annulation puisque le matin même cela nous avait été de nouveau confirmé par Monsieur Magnani lors de notre appel durant la fouille musclée à Dakhla.

A la sortie de El Aaiun, un déploiement de militaires nous attend, c'est un officier qui nous fait la leçon dans un français impeccable après s'être présenté: «*Je suis lieutenant, Harrach lisons-nous sur la plaque de son uniforme, j'ai fait l'équivalent de Saint Cyr et fait partie du corps des parachutistes; je suis le Chef de la Région militaire. Je vous demande de ne pas vous arrêter jusqu'au croisement où se trouve l'auberge à 100 km d'ici.* »

C'est qu'on est proche du territoire interdit de l'emplacement du « Campement de Gdeym Izik » où a été établi depuis le démantèlement un poste militaire permanent que l'on aperçoit depuis la route.

### **17-18 Juillet 2013 – Smara**

Nous serons constamment suivis et surveillés durant nos visites à Smara. Les sites culturels et historiques (exemple des gravures rupestres et de la zaouia de Cheikh Malaainin) étaient fermées aux visiteurs.

### **19 Juillet 2013 – Guelmim, Tighmert et Asrir**

Nous serons toujours suivis et surveillés.

A Tighmert, nous participons à un *sit-in* de contestation de femmes et de jeunes principalement qui revendiquent leurs Droits socio-économiques et attirent notre attention sur un projet financé par le PNUD : projet « *Cactopôle de Ouaârroune-Guelmim : Un gisement régional, des compétences nationales, un pôle d'excellence à l'international* qui consiste à mettre en valeur le figuier de barbarie et de la région par le tourisme. Ce projet selon les témoignages n'aurait pas de retombées pour les populations locales et serait à l'arrêt.

Nous apprenons par la suite que Krideche Djamel, journaliste militant des Droits de l'Homme Sahraoui qui nous avait accueillis à Tighmert, a été arrêté le dimanche 23 juillet soir au volant de sa voiture avec sa mère et ses deux sœurs sous prétexte d'une infraction au code de la route. 5 voitures de police et une des services généraux l'ont encerclé et emmené au poste de la Police Judiciaire. Il a été libéré quelques heures plus tard après un interrogatoire par des hauts responsables de la sécurité. Sa voiture, son téléphone et sa caméra numérique ont été confisqué.

#### **Constat :**

- Les militants des Droits Humains subissent d'importantes représailles lorsqu'ils rencontrent des Observateurs internationaux.

### **20 Juillet 2013 – Agadir**

Le retour à Agadir se passe sans encombre. Toujours suivis et surveillés mais plus discrètement. A l'aéroport, certains d'entre nous subiront de nouveaux des fouilles intimidantes et exagérées.

<sup>1</sup> Voir copie du mail